

Geneviève Mansard-Collin
10, rue Ernest Cresson
75014 Paris
Membre de la CRCC de Paris

Metys ACE
1, chemin des Halliers
77450 Condé-Sainte-Libiaire
Membre de la CRCC de Paris

Fédération PEEP

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Fédération PEEP

Siège social : 92, avenue d'Ivry - 75013 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération PEEP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Reconnaissance des revenus

La Fédération établit ses comptes en année civile et les clôture au 31 décembre de chaque année alors que son activité est rythmée par l'année scolaire avec les élections des représentants de parents d'élèves qui se déroulent généralement au cours du mois de septembre et une campagne de collecte des adhésions qui se réalise essentiellement au cours du dernier trimestre de l'année civile.

Nos travaux ont consisté à apprécier la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices au regard de ce décalage entre année civile et année scolaire sur la reconnaissance des revenus.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

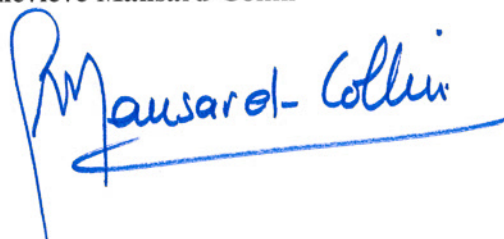
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

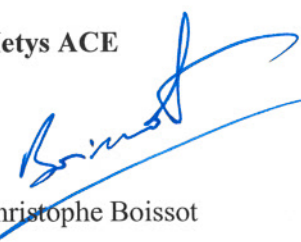
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 17 mai 2024
Les Commissaires aux comptes

Geneviève Mansard-Collin



Metys ACE


Christophe Boissot

ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

RAPPORT FINANCIER

EXERCICE 2023

Chère Présidente, Cher Président,

Ce rapport financier est une traduction des opérations comptables effectuées sur l'exercice 2023.

Sa première partie est consacrée à l'analyse comptable et la deuxième partie vous présentera la proposition du budget pour l'année à venir, lequel sera détaillé lors de l'assemblée générale.

L'année 2023 est marquée par la consolidation de la structuration adaptée du fonctionnement du siège de la fédération en lien direct avec l'évolution du nombre d'adhérents. La baisse du nombre d'adhérents est de l'ordre de 7 000 et ne permet pas de compenser les charges de fonctionnement du siège.

Le niveau des charges fixes diminue fortement mais insuffisamment pour accéder à un équilibre de fonctionnement à terme. Le sujet principal reste toujours la reprise à la hausse des adhésions pour atteindre plus rapidement cet équilibre.

La trésorerie reste très confortable suite à la vente de l'ancien siège social en 2021.

Total des produits pour 2023

Le total des produits de l'exercice s'élève à 870 005 €. Pour mémoire il était de 1 114 557 € en 2022 (dont 168 475 € de reprise de provisions pour risques).

Les encaissements d'adhésions sont en baisse de 10.64 %, soit 422 149 €. Cela représente 61 % de nos recettes.

Nos subventions diminuent à 261 127 € (vs 274 000 € en 2022) et représentent 38 % de nos recettes. Compte tenu de la forte diminution des adhésions depuis 3 ans (- 37 % entre 2020 et 2022), le ministère de l'Education nationale a revu à la baisse la subvention triennale 2023-2025. Le montant versé pour 2023 de 230 000 € est en diminution de 20 000 € par rapport à 2022 (baisse de 8 %).

Total des charges pour 2023

Le total des charges de l'exercice 2023 s'élève à 1 265 932 € contre 1 607 898 € en 2022.

Les postes d'activité (Voix des Parents, Formation, Communication, Sections,...) sont stables à 146 k€. Les frais de vie des instances augmentent de 5 k€ suite à des jours de représentations supplémentaires.

Les frais de congrès à Marne-la-Vallée se sont élevés à 86 k€ avec 146 participants (contre 76 k€ pour le congrès 2021 avec 108 participants).

Le poste frais de fonctionnement du siège est en forte réduction à - 188 k€ par rapport à 2022 (- 20 %) issue de la baisse de la masse salariale et des honoraires.

Le résultat d'activité est une perte de - 375 546 € contre - 441 303 € en 2022.

Dans un contexte économique inflationniste en 2023, les frais de gestion de portefeuille (0.5% du montant) et les mouvements de placements issus de l'opération immobilière 2021 génèrent une perte financière de 20 380 € (soit 0.66 % du montant placé) sur l'exercice.

Le résultat final de cet exercice 2023 est un déficit de - 395 927 € contre - 493 342 € en 2022.

Trésorerie 2023

Suite à l'opération immobilière en 2021, les fonds dégagés par la cession ont été placés fin 2021 à hauteur de 2 800 000 €.

L'emprunt en cours de 598 559 € au 31 décembre 2022 a été remboursé à hauteur de 169 311 € en 2023 et se termine en 2026.

Le solde de trésorerie au 31 décembre 2022 est de 3 623 607 € contre 4 264 192 € en 2022.

La valorisation des actifs financiers est positif au 31/12/2023 grâce à la bonne évolution des marchés financiers fin 2023. Une partie de ces actifs sera requalifiée en actifs plus sécurisants mais moins rémunérateurs en 2024.

Budget 2024

Les bases du budget 2024 reposent sur une baisse de 3 % des encaissements d'adhérents et sur le maintien de la subvention du ministère. L'amélioration continue des frais de fonctionnement reste une priorité et nous permettra d'atteindre un premier seuil de charges minimales dans la configuration actuelle. Il convient de repenser rapidement le modèle stratégique de la Fédération afin d'éviter une perte chronique entre 200 et 300 k€ sans amélioration possible rapide.

Nous espérons nous retrouver lors d'une prochaine manifestation et nous restons à votre entière disposition.

Pascal RICHE
Trésorier Général

Angèle GARREAU
Trésorière Générale Adjointe

I - BILAN DE LA FÉDÉRATION

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2023

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	99 494	97 613	1 882	
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 123 662		1 123 662	1 123 662
Constructions	1 685 495	187 841	1 497 654	1 573 811
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	603 964	193 744	410 220	410 983
Immobilisations corporelles en cours				2 960
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	8 000		8 000	8 000
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	3 520 615	479 198	3 041 417	3 119 416
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				6 336
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	118 917	81 692	37 225	37 449
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	17 190	4 180	13 010	1 657
Valeurs mobilières de placement	2 103 668	11 062	2 092 607	2 006 289
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 519 938		1 519 938	2 254 514
Charges constatées d'avance	23 546		23 546	21 732
TOTAL III	3 783 260	96 934	3 686 326	4 327 976
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	7 303 875	576 132	6 727 743	7 447 392

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2023

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	256 291	256 291
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires	92 907	92 907
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 385 375	1 385 375
Autres réserves		
Report à nouveau	4 445 007	4 938 349
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	-395 927	-493 341
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Situation nette	5 783 654	6 179 581
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	5 783 654	6 179 581
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	64 899	70 067
TOTAL IV	64 899	70 067
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	431 006	641 883
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	144 583	126 016
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	76 870	122 942
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 960
Autres dettes	65	38 331
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	226 667	265 613
TOTAL V	879 190	1 197 744
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 727 743	7 447 392

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA FÉDÉRATION

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	422 149	472 392
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	26 168	30 365
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics		
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales		
Subventions d'exploitation	261 127	274 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 394	186 848
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	17 290	
TOTAL I	763 128	963 604
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	25 800	22 327
Variation de stocks	12 654	-857
Autres achats et charges externes	620 234	633 648
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	12 922	34 924
Salaires et traitements	249 803	447 786
Charges sociales	148 706	219 153
Dotations aux amortissements et dépréciations	86 851	105 154
Dotations aux provisions	2 333	4 762
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	41 694	38 304
TOTAL II	1 200 996	1 505 201
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-437 868	-541 596

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA FÉDÉRATION

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 068	39 727
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 918	4 382
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	44 480	5 694
TOTAL III	55 466	49 803
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	9 591	3 389
Intérêts et charges assimilées	4 230	5 517
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	37 659	68 290
TOTAL IV	51 480	77 196
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	3 985	-27 393
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-433 883	-568 989
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	51 412	101 150
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	51 412	101 150
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	13 456	18 212
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		7 290
TOTAL VI	13 456	25 502
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	37 956	75 647
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	870 005	1 114 557
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 265 932	1 607 899
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	-395 927	-493 341
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

La Fédération a été constituée le 2 août 1926 par des parents pour des parents pour une durée illimitée. La Fédération regroupe, à cette époque, essentiellement des associations de parents des lycées et collèges, autour de quelques principes fondamentaux : Primauté éducative de la famille, Indépendance et diversité, Défense de l'école publique, Intérêt de l'élève et de l'étudiant, Sens de l'écoute et du dialogue. Reconnue d'utilité publique le 7 mars 1962, la PEEP est, depuis 1967, présente dans tout le système scolaire, de la maternelle à l'université et dans tous les domaines de l'enseignement. De l'échelon local à l'échelon national, la Fédération est un acteur et un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, qui contribue aux débats du monde éducatif représentant les parents d'élèves dans toutes les instances de concertation où ils ont une place. La Fédération PEEP est administrée par un conseil d'administration de 15 membres élus pour deux ans par l'Assemblée Générale. La Fédération PEEP représente les parents d'élèves dans toutes les instances de concertation où ils ont une place.

Les informations qui suivent constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de 6.727.743 €. Le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de - 395.927 €. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023. Les notes paginées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1 - PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de la PEEP ont été établis en conformité avec les principes comptables spécifiques aux Associations et Fondations, définis par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçante, à but non lucratif, avec ou sans activité économique et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

2 - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition correspondant à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

AMORTISSEMENTS

En application du règlement 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, le calcul des amortissements est effectué sur la base de la durée d'utilisation et selon le système linéaire.

Les durées d'utilisation pratiquées sont :

Immeubles : 30 ans	Agencements : 15 ans à 20 ans	Autres installations : 10 ans
Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans	Mobilier : 3 à 5 ans	Logiciel : 1 à 3 ans

Les actifs concernés ont été retraités afin d'appliquer la méthode par composant.

3 - STOCKS

Les stocks n'ont pas été valorisés cette année. La valeur des stocks boutique étant peu significative.

4 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont été, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

5 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Le portefeuille-titres géré par la banque Neuflyze OBC a une valeur de 2.103.668 € au 31/12/2023.

La provision pour dépréciation, déterminée en fonction du cours moyen fiscal évalué par le gestionnaire du portefeuille-titres au 31/12/2023, est d'un montant de 1 470,89 €. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

6 - DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale pour un montant 1.519.935 €. Elles sont constituées de divers comptes bancaires pour 543.013 € et d'un contrat de capitalisation pour 976.922 €.

7 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE MEILLEURE IMAGE FIDÈLE

Provision pour indemnité de fin de carrière

Elle a fait l'objet de calculs individualisés tenant compte pour chaque salarié des sommes potentiellement dues, compte

tenu de son ancienneté lors de son départ conformément à l'accord d'entreprise du 26 mai 2020. Il a été tenu compte des charges sociales y afférentes. Ce calcul arithmétique intègre uniquement la table de mortalité publiée par l'INED.

8 - EVENEMENTS MARQUANTS

Néant.

9 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

10 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre d'une autorisation de découvert par la banque NEUFLIZE OBC, il a été donné en nantissement la somme de 200.000 € couverte par le contrat Hoche Patrimoine Evolution Capitalisation souscrit le 7 janvier 2013.

Le 30 juin 2021 au crédit d'équipement a été souscrit pour la somme de 850.000 € auprès de la banque NEUFLIZE pour financer les travaux d'aménagement du nouveau siège social.

Date de début de tirage 30 juin 2021 - Date de fin de tirage 30 juin 2026.

En contrepartie de ce financement, le contrat d'assurance-vie Hoche Patrimoine Evolution souscrit auprès de la banque Neuflyze le 7 janvier 2013 a été donné en garantie pour la somme de 1.155.000 €.

11 - FISCALITE

Au cours des années précédentes, il a été constaté des déficits fiscaux, dont le montant cumulé s'élève à 911.508 € au 31 décembre 2022. Compte tenu du résultat fiscal de 5.441 €, ce déficit s'élève maintenant à 906.067 €.

Il sera reporté sans limitation de durée. Dans ces conditions, la Fédération, sera exonérée de l'impôt sur les sociétés.

12 - EFFECTIF

L'effectif moyen est de 4 salariés.

Suivant l'article 20 de la loi n°2005-586 du 23/5/2006, il n'y a qu'un seul cadre dirigeant salarié au sein de la Fédération bénéficiant d'une rémunération. Celle-ci s'est élevée à 52.237 € pour son montant brut.

COMPTE DE RESULTAT

A / PRODUITS

Ventilation du chiffre d'affaires par catégories d'activités

Secteur lucratif : il comprend l'activité suivante :

- Financiers : 53.548 €

Secteur non lucratif : il comprend les activités suivantes :

- Adhésions : 422 149 €

- Ventes promotionnelles : 26.168 €

Traitement comptable des adhésions

Il existe un décalage entre l'activité de la Fédération qui coïncide avec l'année scolaire, allant du 1er septembre au 31 août, et l'exercice comptable qui coïncide avec l'année civile. Du fait de ce décalage, apparu lors du changement de date de clôture le 31 décembre 2004, il a été nécessaire de mettre en place une méthode de comptabilisation des adhésions dont le principe est le suivant :

Les adhésions, au titre de l'année scolaire en cours, déclarées à la Fédération avant le 31 décembre sont réparties dans le compte de résultat à hauteur :

- De 4/12èmes au titre de l'exercice comptable clôturé le 31 décembre ;

- De 8/12èmes au titre de l'exercice comptable suivant (comptabilisés en « Produits constatés d'avance » cf. II section I) ;

- Les adhésions déclarées à la Fédération après le 31 décembre sont constatées à 100% dans le résultat de l'exercice comptable suivant.

Ainsi, les produits des adhésions au titre de l'exercice comptable 2022 regroupent-ils :

- 8/12èmes des adhésions (année scolaire 2022-2023) déclarées à la Fédération avant le 31 décembre 2022 ;

- 100% des adhésions (année scolaire 2022-2023) déclarées à la Fédération après le 31 décembre 2022 ;

- 4/12èmes des adhésions (année scolaire 2023-2024) déclarées à la Fédération avant le 31 décembre 2023.

Le rattachement des adhésions à l'exercice comptable clôturé ou à l'exercice comptable suivant est donc dépendant des dates de déclaration des adhésions.

Subventions reçues : Ministère de l'Education nationale : 230 000 €. - Subvention Agri : 24 000 €.

Aides à l'apprentissage : 7.126 €.

Résultat exceptionnel : Il s'élève à 37.956 € et représente essentiellement des charges et produits sur exercices antérieurs et exceptionnels.

B / CHARGES

Le règlement ANC n°2014-03, article 833-14-4 indique :

Il est précisé que le montant des honoraires des commissaires aux comptes, dont la mission est de les certifier figurent pour les montants suivants :

- Madame MANSARD-COLLIN Geneviève pour 9.570 €.

- Le cabinet BOISSOT & ASSOCIES pour 9.570 €.

II - ÉLÉMENTS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

A - FONDS PROPRES

Ils sont composés des fonds propres statutaires et complémentaires sans droit de reprise, des autres réserves composées de l'écart de réévaluation (après reclassement sur l'exercice 2021), du report à nouveau et résultat de l'exercice à approuver. Leur évolution est présentée dans le tableau suivant :

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consom.	A la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	256 291				256 291
RÉSERVES	92 907				92 907
AUTRES RÉSERVES	1 385 375				1 385 375
REPORT À NOUVEAU	4 938 349	- 493 341			4 445 008
EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	- 493 341	493 341		- 395 927	- 395 927
TOTAL	6 179 581	0	0	- 395 927	5 783 654

Les fonds propres ne sont assortis d'aucun droit de reprise.

B - IMMOBILISATIONS

CADRE A	Valeur début exercice	Acquisitions, créations, apports
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Autres postes immo. Immobilisations en cours	97 364	2 130
TOTAL I	97 364	2 130
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrain construit Constructions sur sol propre Autres instal. générales Autres mat. transp. Autres mat. bureau + mobilier Autres immobilisations Immobilisations en cours	1 123 662 1 685 495 391 299 154 751 52 269 2 960	3 014 2 630
TOTAL II	3 410 436	5 644
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Autres titres immobilisés Prêts et autres immo. financ. Autres immobilisations financières	1 620	8 000
TOTAL III	1 620	8 000
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 509 421	15 774

CADRE B	DIMINUTIONS		VALEUR BRUTE FIN EXERCICE
	VIREMENTS	SORTIES (1)	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Autres postes Immobilisations en cours			99 494
TOTAL I	0	0	99 494
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrain construit Constructions sur sol propre Autres installations générales Autres mat. transp. Autres mat. bureau + mobilier Autres immobilisations Immobilisations en cours			1 123 662 1 685 495 394 313 0 157 381 52 269 0
TOTAL II	0	2 960	3 413 120
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Autres titres Prêts et autres immo. Autres immobilisations financières			0 8 000 0
TOTAL III	0	1 620	8 000
TOTAL GENERAL (I+II+III)	0	4 580	3 520 615

(1) mises au rebut ou cession

C - AMORTISSEMENTS

CADRE A				
Immo. amortissables	AMORT. DÉBUT EXER.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AMORT. FIN EXER.
Frais de développement Autres immo. incorp.	97 364	248		97 613
TOTAL I	97 364	248	0	97 613
Terrains Const. sol propre Instal. générales Matériel de transport Mat. bureau + mobilier Autres immobilisations	92 142 19 542 135 067 52 269	56 127 20 030 6 407		148 269 39 572 141 474 52 269
TOTAL II	299 020	82 565	0	381 585
TOTAL GENERAL	396 384	82 813	0	479 198

D - PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE	Montant en début d'exercice -1-	Augmentation dotations exercice -2-	Diminution Reprises exercice -3-	Montant à la fin de l'exercice -4-
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Prov. pens. et oblig. sim.	70 067	2 333	7 501	64 899
Prov. pour risques et charges				
TOTAL I	70 067	2 333	7 501	64 899
DEPRECIATION				
Sur immo. financ. et assimilées				
Sur stocks	6 318		6 318	0
Sur cptes clients	96 420	4 038	18 766	81 692
Autres créances	7 290		3 110	4 180
Sur valeurs mobilières de plac.	3 389	9 591	1 918	11 062
TOTAL II	113 417	13 629	30 112	96 934
TOTAL GENERAL	183 484	15 962	37 613	161 833
Dont dot. - exploitation et rep. - financier - exceptionnel	180 095 3 389	6 371 9 591	35 695 1 918	150 771 11 062

E - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

CADRE A	Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	8 000		8 000
Autres immobilisations financières			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	118 917	118 917	
Produits à recevoir			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et org. sociaux	6 366	6 366	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	4 180	4 180	
Autres impôts et versements assimilés			
Divers			
Débiteurs divers	6 644	6 644	
Charges constatées d'avance	23 546	23 546	
TOTAUX	167 653	159 653	8 000
(1) Montant : Prêts accordés en cours exercice Remboursements obtenus en cours exercice (2) Prêts et avances consentis aux associés			

CADRE B	Montant brut	A 1 an au +	A 1 an - 5 ans	A + de 5 ans
Emprunts obligat. (1)				
Autres emprunts oblig. (1)				
Emprunts Ets de crédit	1 757	1 757		
Crédit + de 2 ans	429 248	170 670	258 578	
Emprunts dettes fin. (1-2)				
Fourn. et cptes rattachés	144 583	144 583		
Pers. et cptes rattachés	22 062	22 062		
Sécurité sociale et org. sociaux	51 589	51 589		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes verst	3 219	3 219		
Dettes/immo. et comptes rattac.				
Autres dettes	65	65		
Produits constatés d'avance	226 667	226 667		
TOTAUX	879 190	620 612	258 578	
<i>Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>				
<i>Emprunts remboursés en cours d'exercice</i>		169 311		

F - AUTRES CRÉANCES

. Autres créances au bilan	17 190
Sécurité Sociale et org. sociaux	6 366
Crédit de TVA	4 180
Remboursement primes assurances	6 644

G - CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

. Divers postes	23 546
-----------------------	--------

H - DETTES

. Total des dettes.....	221 453
-------------------------	---------

Balance fournisseurs	78 438
Chargés des missions.....	2 951
Fournisseurs factures non parvenues.....	63 194

Total.....	144 583
------------	---------

. Dettes fiscales et sociales	76 870
-------------------------------------	--------

. Autres dettes	65
-----------------------	----

I - PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

. Cotisations - adhésions 2024	226 667
--------------------------------------	---------

TOTAL	448 185
--------------------	----------------

Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public – PEEP

(Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique)

www.peep.asso.fr